



20240721

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-quatre, le neuf juillet à 20h30, le conseil municipal de la commune d'Auzeville-Tolosane dûment convoqué en date du trois juillet deux mille vingt-quatre, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Dominique Lagarde, maire de la commune.

Présents : Mesdames et Messieurs les Adjoints : Gilbert Bonnes, Marie-Pierre Madaule, Bakhta Kelafi et Nicolas Druilhe

Mesdames et Messieurs les Conseillers Municipaux : Afaf Hadj Abderrahmane, Luca Sereni Isabelle Nguyen Dai, Jean-Louis Malliet, Alice Mellac, Jean-Claude Maurel, Christelle Kieny, Jean-Marie Nguyen Dai (arrivé à 20h35), Alexandre Jurado, Marie-Armelle de Bouteiller, Jean-Luc Dieudonné, Annie Sinaud et Bernard Boudières

Absents excusés : Mesdames Sylvia Rennes, Claire Maylié, Marie-Caroline Chauvet, Farida Vincent et Christelle Turroque

Messieurs Guillaume Debeaurain, Michel Burillo

Absent : Messieurs Jean-Baptiste Puel et Laurent Guerlou

Pouvoirs :
Madame Sylvia Rennes à Madame Isabelle Nguyen Dai
Madame Claire Maylié à Madame Alice Mellac
Madame Marie-Caroline Chauvet à Monsieur Jean-Marie Nguyen Dai
Madame Farida Vincent à Madame Christelle Kieny
Monsieur Guillaume Debeaurain à Monsieur Dominique Lagarde
Monsieur Michel Burillo à Monsieur Jean-Claude Maurel
Madame Christelle Turroque à Monsieur Alexandre Jurado

Secrétaire de séance : Monsieur Nicolas Druilhe

OBJET : URBANISME - DROIT DE PREEMPTION URBAIN SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE D'AUZEVILLE-TOLOSANE

Suite à la nouvelle modification du PLU, cette délibération vient compléter la délibération du 12 juillet 2022.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2121-24 et L2122- 22, 15° ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L210-1, L211-1 et suivants, L213-1 et suivants, L300-1, R211-1 et suivants ;

Considérant l'intérêt pour la commune d'instaurer un droit de préemption, sur les secteurs du territoire communal (voir plan annexé) lui permettant de mener à bien sa politique foncière.

Le DPU est un outil de politique foncière mis à disposition de la commune pour lui permettre de se rendre acquéreur d'un bien à des fins d'intérêt général.

La commune ayant approuvé la modification n°1 du PLU ce jour, il lui appartient de choisir d'adapter le droit de préemption urbain sur tout ou partie des zones urbaines (U) ou des zones à urbaniser (AU), délimitées par le PLU ;

20240721

La commune délègue au Sicoval l'exercice du droit de préemption urbain renforcé sur les zones d'activités économiques d'intérêt communautaire.

Le nouveau périmètre du DPU est annexé à la délibération.


↳ Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

- approuve l'instauration d'un droit de préemption urbain (DPU) sur les secteurs du territoire communal inscrits en zone U et des zones à urbaniser (AU), délimitées par le PLU ;
- délègue au Sicoval un droit de préemption urbain (DPU) renforcé sur les zones d'activités économiques d'intérêt communautaire.

Ainsi fait et délibéré à Auzeville-Tolosane, les jour, mois et an que dessus.


Et ont signé,

Le Maire,


Dominique LAGARDE

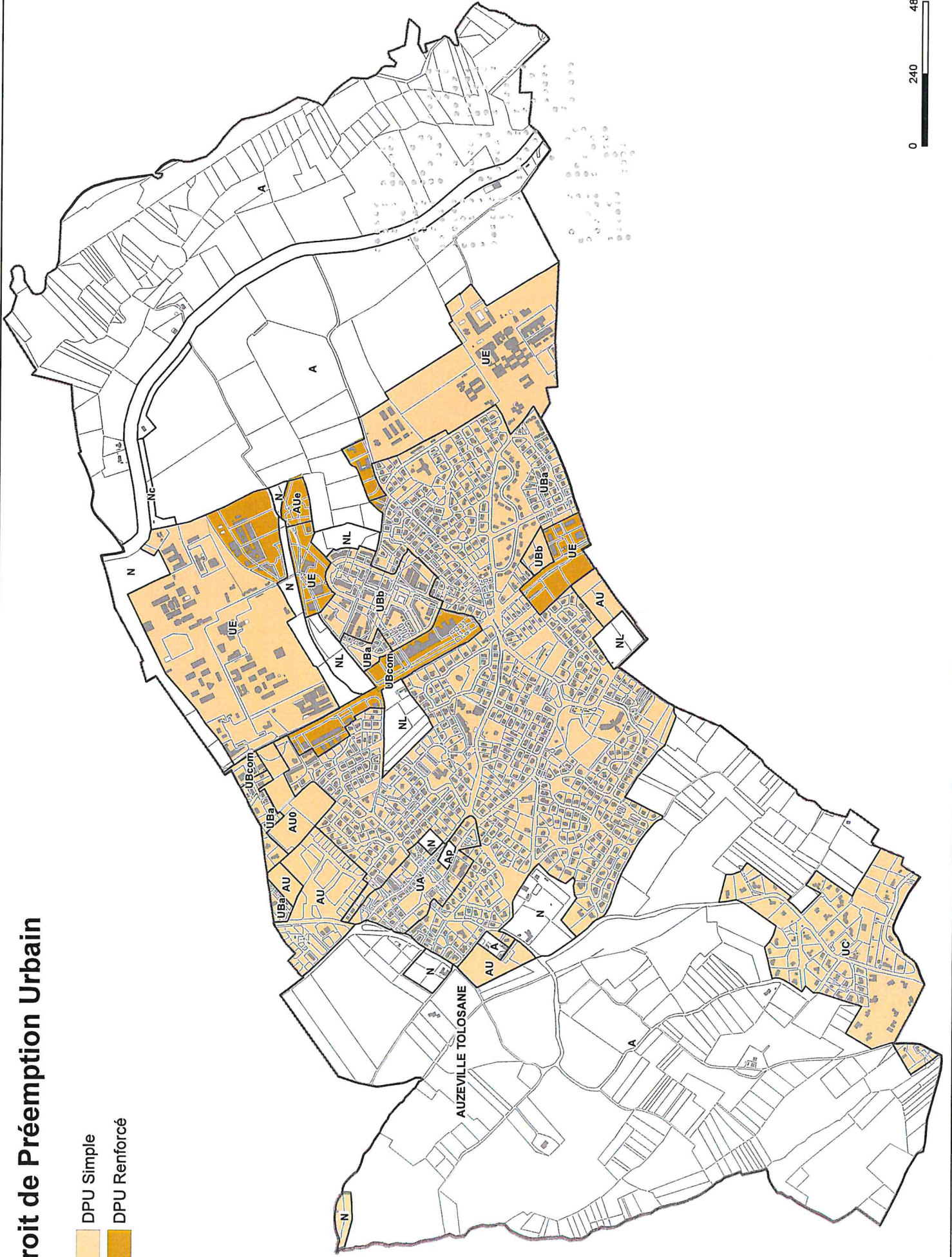


Le secrétaire de séance,


Nicolas DRUILHE

Droit de Prémption Urbain

-  DPU Simple
-  DPU Renforcé



1. The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. This is essential for ensuring the integrity of the financial statements and for providing a clear audit trail. The records should be kept up-to-date and should be easily accessible to all relevant parties.

2. The second part of the document outlines the various methods used to collect and analyze data. These methods include interviews, surveys, and focus groups. Each method has its own strengths and weaknesses, and it is important to choose the most appropriate method for the specific research objectives.

3. The third part of the document describes the results of the data analysis. This includes a detailed breakdown of the data and a discussion of the key findings. The results show that there is a strong correlation between the variables being studied, and that the findings have significant implications for the industry.

4. The final part of the document provides a conclusion and a list of recommendations. The conclusion summarizes the main points of the study, and the recommendations provide practical advice for how the findings can be applied in the real world.

5. The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. This is essential for ensuring the integrity of the financial statements and for providing a clear audit trail. The records should be kept up-to-date and should be easily accessible to all relevant parties.

6. The second part of the document outlines the various methods used to collect and analyze data. These methods include interviews, surveys, and focus groups. Each method has its own strengths and weaknesses, and it is important to choose the most appropriate method for the specific research objectives.

7. The third part of the document describes the results of the data analysis. This includes a detailed breakdown of the data and a discussion of the key findings. The results show that there is a strong correlation between the variables being studied, and that the findings have significant implications for the industry.

8. The final part of the document provides a conclusion and a list of recommendations. The conclusion summarizes the main points of the study, and the recommendations provide practical advice for how the findings can be applied in the real world.